



MEMOIREGEOPOLITIQUE

Une neutralité mise en question

. . .

La Suède vers une bifurcation stratégique

Cdt NORDH

CID / Div D / D1

-

Une neutralité mise en question - La Suède vers une bifurcation stratégique

Table des matières

-

-

Introduction.....	2
La politique de sécurité hier - La fondation d'une neutralité.....	2
-	
-	
La politique de sécurité aujourd'hui - Une neutralité dans la vide.....	5
-	
-	
La politique de sécurité demain - La recherche d'une solution crédible.....	7
Conclusion.....	11
Notes.....	11
-	
-	
<u>Une neutralité mise en question - La Suède vers une bifurcation stratégique</u>	

Introduction

Depuis la fin de la guerre froide beaucoup de choses ont changé en Europe. La structure de sécurité en entier s'est transformée, la division en deux blocs a disparu. Le pacte de Varsovie est dissout et l'OTAN est élargie vers les pays qui

avant appartenait à la sphère d'intérêt de l'Union Soviétique. La coopération dans le domaine de la politique de sécurité et dans le domaine militaire a évolué en Europe, aussi bien dans des organisations que dans un contexte de coopération. La coopération en pratique est aussi testée par la gestion de crise qui a été réalisée, et qui continue, dans l'ancienne république de Yougoslavie.

Malgré tous ces changements, malgré une évolution vers une coopération de plus en plus étroite entre les pays d'Europe, la Suède a maintenu sa politique de non-participation aux alliances. La politique de sécurité est aujourd'hui presque la même que pendant les dernières années de la guerre froide. La base est une politique qui va tenir le pays hors des alliances militaires en temps de paix, visant à la neutralité en cas de guerre. Quels sont les éléments derrière cette politique? Pourquoi la Suède a-t-elle choisi de maintenir cette position? Quelles sont les alternatives pour l'avenir et quels sont les acteurs qui influencent les alternatives? Quel sera l'évolution probable de la politique de sécurité pour la Suède dans l'avenir? On peut trouver les réponses de ces questions en examinant et en analysant les facteurs de géopolitique qui ont influencé, qui influencent et qui vont influencer la Suède dans la bifurcation stratégique.

Pour répondre à ces questions on doit faire une étude en trois parties. Tout d'abord, on décrira les facteurs qui ont mené la Suède vers la position actuelle. Cela implique une étude des faits et des décisions importantes dans l'histoire. Le point central sera la période après la deuxième guerre mondiale. Ensuite, on examinera la situation aujourd'hui. Particulièrement intéressant est la position prise dans la loi de défense l'année dernière. Enfin, dans la troisième partie, on estimera les possibilités pour l'avenir. A ce sujet, il sera nécessaire d'examiner les acteurs et les facteurs qui vont influencer une décision et ensuite de décrire généralement les différentes possibilités. Un compte rendu des avantages et des inconvénients des différentes alternatives est nécessaire. Chaque partie sera conclue par une conclusion partielle. Une conclusion générale terminera le mémoire.

La politique de sécurité hier - La fondation d'une neutralité

Un facteur très important pour l'analyse de la politique de sécurité de la Suède est l'histoire. L'histoire de la Suède est marquée par la situation géopolitique en général et l'influence des grandes puissances dans le voisinage, avant tout la proximité de la Russie. A partir de la fin du dix-neuvième siècle, jusqu'à la fin de la guerre froide, la politique de sécurité de la Suède a été marquée par la position entre deux grandes puissances rivales. D'abord entre l'Allemagne et la Russie, ensuite entre l'Allemagne et l'union Soviétique et enfin, pendant la guerre froide, entre

l'OTAN et le pacte de Varsovie. C'est seulement ces dernières années que cette tension historique a disparu. Le fait que la Suède a eu une situation de paix pendant toute cette période, en réalité plus de 180 ans, et après des siècles de guerre contre les pays autour de la mer Baltique, a créé un signe d'égalité entre la politique de neutralité et une période de paix couronnée de succès.

La tradition de neutralité a été fondée au début de dix-neuvième siècle, après la guerre contre la Russie en 1808-1809. Cette politique de neutralité de la Suède n'est pas définie par un traité, comme c'est le cas par exemple pour la Suisse. La Suède conduisait donc déjà au début du vingtième siècle une politique de neutralité depuis longtemps. Cette politique a aidé à tenir le pays en dehors de la première guerre mondiale. Pendant l'entre-deux guerres, et pendant la deuxième guerre mondiale, cette politique a été poursuivie. Avant le début de la deuxième guerre mondiale en 1939, la Suède a fait une déclaration de neutralité entre l'Allemagne et la Grande Bretagne. On a beaucoup discuté la concession que la Suède a faite pour l'Allemagne pendant la guerre. Ces décisions s'expliquaient par l'objectif supérieur de tenir le pays en dehors de la guerre. C'est aussi un exemple du pragmatisme de la politique de sécurité suédoise. Les expériences de ces deux guerres mondiales étaient à l'arrière-plan quand la politique de sécurité de l'avenir était élaborée dans le nouveau contexte géopolitique après la deuxième guerre mondiale.

Après la deuxième guerre mondiale le débat s'est concentré sur le choix de direction pour la politique de sécurité dans la situation où on se trouvait. Un côté affirmait que la politique de neutralité avait fonctionné, le pays avait évité une guerre dévastatrice et cette politique doit rester ferme. L'autre côté affirmait qu'un système de sécurité collectif était en construction, et que la Suède devait participer à cette coopération. Dans la pratique cela impliquait une renonciation au chemin de neutralité. Les deux points de vues étaient fondés sur deux perceptions différentes de l'avenir. Les porte-parole de la neutralité pensaient que cette solution serait la plus avantageuse pour la Suède en cas de conflit, car elle donnerait une possibilité de rester dehors. L'autre point de vue était fondé sur l'espoir de la force préventive d'une coopération internationale et la Suède aurait participé activement dans ce travail. L'évolution après la guerre a été marquée par une tension de plus en plus forte et les porte-parole de la neutralité ont eu l'avantage. Malgré cette défaite légère pour les porte-parole de la coopération, la Suède a toujours été une forte partisane de l'idée de sécurité collective et a soutenu la fondation de l'Organisation des Nations Unies. La Suède est devenue membre de l'ONU en 1946.

Pendant cette période plusieurs événements ont eu lieu qui ont été importants pour la politique de sécurité. Le pacte de Bruxelles fut signé en 1948, et devait ensuite devenir l'UEO. La Suède a décidé de ne pas être candidat. On a repoussé aussi l'adhésion à l'OTAN, qui fut fondée en 1949. Les gouvernements de la Suède, du Danemark et de la Norvège ont négocié entre 1946 et 1948 la mise en place d'une Union Nordique de défense. La Suède a poussé ces recherches et on a eu

l'idée de former une alliance entre les deux blocs de superpuissances. Les trois pays voisins ont pourtant des expériences très différentes sur la puissance de la neutralité dans des situations de crise et de la guerre. Ils ont refusé l'idée et le projet a été abandonné. La Norvège et le Danemark ont choisi l'adhésion à l'OTAN, pendant que la Finlande se trouvait dans une situation entre les alliances et dans une situation marquée par le traité finno-soviétique signé 1948. La Suède était très attentive à la situation de la Finlande et son choix de politique de sécurité et on peut dire qu'il a existé une compréhension mutuelle entre les deux pays. Le choix finnois a influencé la politique de sécurité de la Suède, dont la neutralité a favorisé une détention dans la région nordique, et ça a eu un effet positif pour la position finnoise. On peut peut-être aussi dire que la position suédoise a facilité l'adhésion à l'OTAN pour la Norvège et le Danemark avec des conditions particulières, surtout l'exception de stocker des armes nucléaires et stationner des unités étrangères sur leurs territoires. Pour la coopération entre les pays nordiques, le Conseil Nordique a été créé en 1962, mais cette coopération ne traite pas des questions de politique de sécurité. La politique de sécurité de la Suède a donc parfois été comprise pas seulement comme un moyen pour la neutralité suédoise, mais aussi comme un moyen pour la stabilité et la détention dans la région nordique.

La politique de non-participation aux alliances en temps de paix visant à la neutralité en cas de guerre n'est pas fixée par des accords internationaux comme c'est le cas pour l'Autriche et la Suisse. On a beaucoup discuté pour savoir si cette position aussi exige une neutralité idéologique. La question a été débattue pendant les années cinquante et l'idée de renoncer à une position politique dans une situation quelconque, a été repoussée. Au début des années quatre-vingt-dix le gouvernement a nommé une commission pour examiner la politique de sécurité suédoise entre 1949 et 1969. Cette commission de recherche a présenté ses résultats en 1994. On constate que la Suède avait fait des préparatifs pour faciliter une aide de l'OTAN. Ces préparatifs étaient unilatéraux et une planification opérationnelle commune n'avait jamais eu lieu. Les préparatifs qui étaient réalisés étaient par exemple des installations pour la communication avec des postes commandes de l'OTAN et une adaptation de certaines pistes d'atterrissage.

Un lien fort a existé entre la politique de sécurité et la politique économique, notamment dans le domaine du commerce étranger, pendant la période de l'après guerre. La Suède a accepté l'aide Marshall à condition qu'elle ne compromettait pas la politique de non-participation aux alliances. L'adhésion à OMC et OCDE a aussi été acceptée sans discussion. La situation concernant l'EEE était différente et une adhésion a été repoussée. L'alternative était le chemin via EFTA, qui a conduit le pays vers l'UE. Pendant les années soixante-dix le gouvernement a envisagé d'être candidate pour une adhésion à l'EEE, mais on a conclu que ça était incompatible avec la politique de sécurité.

Un facteur important dans l'aspiration à conduire une politique de sécurité de non-participation aux alliances était la crédibilité, surtout concernant la défense. Il était décisif pour la confiance du monde autour du pays et le facteur principal pour créer cette confiance était une défense forte. Pendant les années cinquante on a même envisagé la création d'une arme nucléaire, mais l'idée a été abandonnée avant la réalisation dans les années soixantes. Entre la volonté d'avoir une défense forte il y a un lien avec la décision de fonder et maintenir une industrie d'armement indépendante. Cette industrie peut fournir les systèmes d'armes adaptés à des conditions particulières en Suède. Une supposition de base importante pour la possibilité d'évaluer l'effet dissuasif était la doctrine de marge. Selon cette supposition il n'était pas probable que l'une des grandes puissances vise une attaque isolée contre la Suède dans le but d'occuper le pays. Si la Suède était attaquée, c'était seulement comme un objectif secondaire pour l'agresseur. La deuxième supposition était qu'une grande puissance pouvait seulement utiliser une partie de ses forces contre la Suède. La partie principale des forces était toujours consacré contre l'adversaire principale. Ce sont les suppositions qui ont été la base pour le façonnage des forces militaires suédoises, et c'est contre eux la crédibilité doit être jugé.

Pendant les années quatre-vingts, une nouvelle région géostratégique importante est apparue; l'arc nordique. Les trajectoires des missiles de croisière étaient prévus au-dessus de la Suède et la base navale soviétique de péninsule de Kola est devenue une région vitale pour la puissance maritime de l'union Soviétique. Cette évolution avait progressivement donné de l'importance à cette région. Le dialogue entre les pays concernés avoir lieu dans le conseil de Barents, un forum pour les intérêts lié à la région autour du cercle polaire.

Comme conclusion partielle on peut constater que la politique de sécurité de la Suède est solidement implantée dans l'histoire. Les expériences positives de la neutralité pèsent encore lourdement sur le débat. En réalité, la chance et de bons contacts ont été des facteurs aussi importants pour expliquer la période de paix en Suède. L'attitude de non-participation aux alliances n'a pas impliqué une neutralité politique. La Suède a agi plusieurs fois sur la scène internationale et a pris position pro ou contre différents phénomènes. On peut aussi constater que la politique de non-alignement n'était pas toujours entièrement ouverte. La désignation peut être une politique des réalités, ou peut-être pragmatique, et le but principal d'avoir l'effet dissuasif était obtenu. Dans ce sens la politique était un succès, même si on parfois a eu des doutes morales concernant certaines actions.

La politique de sécurité aujourd'hui - Une neutralité dans la vide

La fin de la guerre froide a ouvert des perspectives d'espoir et des perspectives d'incertitude en même temps. La réalité stratégique et géopolitique actuelle a provoqué un débat intense sur la politique de sécurité suédoise. Un tel débat, dans son vrai sens, n'a pas été mené pendant la guerre froide, avant tout parce que les partis politiques, aussi bien que la population, étaient d'accord avec la politique conduite. Beaucoup pensent aujourd'hui que la politique de non-alignement n'est plus utile car il n'existe aucune raison pour rester neutre. La réponse est peut-être oui si on compare la situation d'aujourd'hui avec la situation de tension pendant la guerre froide. Pour mieux comprendre la position aujourd'hui on doit regarder la proposition pour la loi de la défense, couvrant les prochaines cinq années, dans laquelle on analyse la situation stratégique. Mais malgré le maintien de la politique de non-alignement, la Suède a fait de grands changements dans certains domaines. Pour compléter la description de la situation actuelle on doit aussi regarder ces changements et leur importance.

Petit à petit, le gouvernement a constaté que la politique de non-alignement est encore valable et doit rester le modèle pour la politique de sécurité. Le mythe selon lequel la paix a été une conséquence directe de la neutralité de la Suède est difficile à détruire. Mais les arguments et les déclarations ont pourtant changé dans les déclarations politiques. Le mot neutralité a été supprimé mais le mot non-alignement reste, et va rester comme le noyau dur pour la politique de sécurité. On peut interpréter ce changement comme une manière de garder la possibilité de pouvoir utiliser la neutralité en cas de guerre. Comme toujours, le but de la politique de sécurité est de garder la liberté et l'indépendance de la nation, mais en 1992 le gouvernement a ajouté la phrase: " Le but de la politique de sécurité peut être obtenu par la nation seule ou dans un cadre de coopération choisi ". Cette déclaration a ouvert la porte vers une coopération évoluée dans le domaine de sécurité, et la politique de sécurité est devenue moins catégorique par rapport au passé. Dans l'analyse que le gouvernement a faite avant la loi de la défense, Forsvarsbeslut 96, on constate que la menace d'une attaque militaire n'existe plus. Ultérieurement on constate que l'évolution en Europe à long terme est très difficile à estimer. L'incertitude sur l'avenir de la Russie et sur son développement est devenue encore plus grande. On souligne l'importance pour la Suède de sécuriser la liberté d'action et les possibilités de développer la société, seule ou dans une coopération avec des autres pays. Par une politique de coopération, et avec une défense nationale indépendante et forte, la Suède peut contribuer à la stabilité en Europe de nord. Les organisations qui sont importantes pour la coopération sont l'ONU, l'UE, l'OSCE, l'UEO et l'OTAN avec ses différents forums de coopération. On mentionne aussi l'importance de la coopération dans la région de la mer Baltique.

Cette loi de programmation a dans sa construction un certain nombre de points de contrôle tout au long la validité de cinq ans. Ces points vont donner une possibilité de réévaluer et corriger la décision de base. Cela peut être le cas concernant la coopération internationale ou l'adhésion à une alliance, si un tel changement sera favorable pour la Suède. Il n'y a pas de définitions exactes concernant quel type de changement doit être nécessaire pour une correction de la loi. Dans la loi de la défense 1996 on a aussi très nettement changé la définition de sécurité. La notion est aujourd'hui élargie pour comprendre les menaces nouvelles,

comme l'environnement, le flux d'immigrants, les catastrophes naturelles et cetera. On a introduit une vue globale sur ces risques et la manière dans laquelle la société va gérer ces menaces. Concernant la capacité militaire, elle sera continuellement forte, mais la quantité sera diminuée au profit de la qualité. Une défense forte continuera d'être un facteur important pour la crédibilité.

La loi de la défense représente la continuation de la politique de non-alignement malgré certains changements. Mais la Suède a quand même fait de grands changements ces dernières années, avant tout par la décision d'adhérer à l'Union européenne et par la participation à des coopérations militaires dans des cadres différents. La Suède, comme les autres pays nordiques, a toujours gardé une distance politique avec le reste du continent. Dans le début des années quatre-vingt-dix on a constaté que la Suède peut approcher une adhésion à l'Union européenne et participer plus activement à la coopération de OSCE. Le débat concernant une adhésion à l'UE a attiré l'attention sur la possibilité de maintenir la neutralité et de devenir membre en même temps. Des études ont montré qu'une telle combinaison peut fonctionner et qu'un obstacle formel n'existait pas. L'opposition pensait par contre qu'une adhésion suédoise allait remettre en cause la politique de sécurité et diminuer la souveraineté. Après un référendum il était clair que la population souhaitait une adhésion, même si la marge était petite. Dans la convention entre la Suède et l'UE il y a quelques réserves dans différents domaines, mais le traité de Maastricht est accepté sans réserve. La décision d'adhérer à l'UE a été peut-être la décision la plus importante pour la Suède pendant le vingtième siècle.

Dans la réalité géopolitique du début des années quatre-vingt-dix, la Suède avait le même intérêt que les autres nations européennes à construire activement une structure de sécurité adaptée à des conflits de l'avenir. La participation à différents programmes, par exemple le Partenariat pour la paix, a montré que la Suède n'est pas seulement une consommatrice de sécurité. Cette coopération n'a pas une valeur d'engagement forcé, donc il n'y a pas un conflit par rapport à la politique de non-alignement. On peut regarder le Partenariat pour la paix comme un forum de coopération, un outil, qui peut changer selon le vouloir des membres. Un intérêt particulier pour la Suède dans ce contexte est le développement de la capacité et la compétence de gestion de crise et de maintien de la paix. Le gouvernement a donné une grande importance à cette coopération pour la sécurité dans le voisinage, tout d'abord dans la région Baltique. Les liens entre la Suède et les nouvelles républiques Baltes ont été vives et aide et support dans différents domaines ont été offerts. Le but était, et reste encore, de renforcer les structures démocratiques et de faciliter pour ces nations l'établissement d'un contrôle de leur territoire respectif. Un but est aussi les aider à construire des systèmes et des organismes pour la surveillance et le contrôle des côtes et des frontières. Mais aussi former et équiper des unités pour des opérations de maintien de la paix et pour autoprotection. Une telle coopération est aussi une bonne occasion d'ouvrir un dialogue avec la Russie et de l'inviter à participer à des activités. La coopération dans la région de la mer Baltique s'étend en dehors du domaine de la politique de sécurité pure et concerne aussi l'économie, l'écologie, la recherche et sauvetage, la

culture, la sécurité nucléaire et ainsi de suite. Pour la coopération plutôt politique le Conseil des Etats de la mer Baltique a été fondé en 1992, dans lequel la Suède a joué un rôle important. Le fait que la Finlande et la Suède soient membres de l'UE ont noué cette coopération plus proche des différentes institutions dans la scène européenne.

Comme conclusion partielle on peut constater que la notion de neutralité est effacée, mais existe encore comme une possibilité en cas de crise. Pour avoir une base pour cette possibilité, la Suède a choisi de maintenir la politique de non-alignement. Le gouvernement a jugé cet alternative comme la meilleure dans la situation actuelle. Cette politique est aussi une manière de garder la liberté d'action pour avoir toutes les possibilités dans l'avenir. Mais la politique de sécurité a changé dans le cadre du non-alignement en ce sens que la Suède a ouvert la porte au monde qui l'entoure et on reconnaît qu'une coopération dans les domaines politique et militaire peut contribuer à une stabilité et à une sécurité plus importante. Les participations aux exercices communs sont des témoignages de ce nouveau point de vue. L'incertitude dans le monde autour du pays, notamment en Russie, implique un maintien des forces armées à un niveau crédible. Le fait que le non-alignement reste, n'implique aucune limite décisive pour la participation aux structures de sécurité qui s'évolue en Europe. L'adhésion à l'Union européenne a été une décision importante qui va mener la Suède plus près de l'Europe et cette décision est aussi un témoignage de la nouvelle relation au monde autour du pays. Le gouvernement a avisé un grand intérêt pour la coopération dans le domaine de la sécurité dans l'Union européenne.

La politique de sécurité demain - La recherche d'une solution crédible

Pour l'avenir il existe une grande palette d'options pour la Suède, et dans cette troisième partie on va examiner les facteurs qui vont influencer le choix et les trois chemins principaux qui sont possibles. Les facteurs d'influence se composent des pays voisins, notamment la Russie, et des organisations de sécurité. Les trois chemins principaux sont soit le maintien du non-alignement, soit l'adhésion à une alliance, voire l'OTAN, soit, comme troisième alternative, la construction d'une nouvelle structure. Pour cette troisième alternative il y avait des propositions de créer une alliance entre l'OTAN et la Russie. Quels sont donc les avantages et les inconvénients de chacun de ces alternatives? Quels sont les limites? Quelles sont les facteurs déterminants les plus importants?

Le premier facteur qui influencera la politique de sécurité de demain, et peut-être le plus important pour des raisons géographiques et militaires, sera le

développement en Russie. Est-il encore nécessaire de prendre en compte la Russie comme une menace réelle, et si oui, dans quelle perspective? Le gouvernement suédois pense que c'est impossible de négliger le risque d'un conflit dans le voisinage de la Russie. La Russie est encore une grande puissance militaire, avant tout à cause de ses armes nucléaires. La menace militaire réelle est aujourd'hui faible et la Russie n'a ni la capacité, ni la volonté de diriger une action militaire vers la Suède, mais l'avenir et l'évolution ne sont pas claires. Le pays a un grand potentiel et la volonté de l'utiliser n'est pas connue. Pour la Suède il sera important de faire de l'effet de ne pas isoler la Russie, mais d'essayer de l'intégrer dans différents projets de coopération. La Russie a une place évidente dans la coopération économique, politique et sociale en Europe. L'allure de cette coopération sera décidée par la capacité russe de gérer ce développement. Pour la coopération économique l'Union européenne constitue un facteur déterminant et dans ce forum la Suède peut conduire ces questions. La Russie sera aussi un facteur déterminant pour la stabilité de la Finlande et des républiques Baltes, tous pays qui sont proches de la Suède. Pour la Russie, la neutralité de la Suède a constitué un avantage contre le bloc occidental. On peut supposer que la Russie sera favorable à une Suède non alignée, plutôt qu'une Suède alliée à l'OTAN, surtout si la Russie doit rester dehors.

Une région très importante pour la Suède est la mer Baltique et les nations alentour. Une stabilité dans cette région est essentielle et la Russie est un facteur clé pour cette stabilité. Il est important que la Russie fasse partie des différents projets entre le pays dans la région. Dans ce travail il y a aussi une partie de support pour les républiques Baltes et une tâche pour la Suède sera d'aider le dialogue entre la Russie et les républiques Baltes. La stabilité dans cette région n'est pas seulement une question pour les pays impliqués, mais aussi pour toute l'Europe du Nord. Pour la Suède il sera important de montrer l'importance de cette région dans l'ordre du jour de l'Union européenne. Comme on l'a déjà dit, la Finlande joue un rôle important pour la politique de sécurité de la Suède et son choix pour l'avenir sera suivi avec un intérêt très fort à Stockholm.

Parmi les organisations, l'Union européenne est centrale pour l'avenir en Europe. Une union élargie devrait contribuer à une stabilité accrue dans toute la région. Le gouvernement suédois a déclaré qu'il était favorable à un élargissement de l'union et que cet élargissement doit comprendre les républiques Baltes. Une telle évolution doit augmenter la stabilité dans la région de la mer Baltique à la suite d'une évolution économique probable. La Suède est aussi favorable à une capacité de gestion de crise plus évoluée dans l'UE. Il sera donc nécessaire de fortifier le lien entre l'UE et l'UEO. Ce point de vue n'implique pas une responsabilité plus importante pour l'UE vis-à-vis de la défense du territoire dans chacun des pays membres. Une coopération active dans l'Union européenne est aussi un moyen de former des liens avec la Russie et de favoriser une évolution économique de ce pays. L'Union européenne peut être le facteur le plus important pour la stabilité en Europe à long terme, dans les domaines politique et économique à la fois. Elle est aussi bien située pour traiter les nouvelles menaces non-militaires qui peuvent émerger dans le futur.

Une autre organisation importante dans le contexte de sécurité en Europe est l'OSCE. La Suède a toujours été très active dans cette coopération et elle continuera à être indispensable pour la consultation politique en Europe. Lié avec l'OSCE est l'ONU. La Suède a intérêt à fortifier la capacité de l'ONU, surtout si on craint un monde de plus en plus fragmenté.

L'OTAN est une organisation qui vient de chercher nouveaux domaines pour son travail. L'organisation a travaillé avec conséquence pour détention et coopération. Même si une adhésion pour la Suède n'est pas imminente, la coopération avec l'OTAN sera très importante. L'organisation restera un pilier vital pour la sécurité en Europe et il est évident que les Etats-Unis vont continuer à jouer un rôle central dans sa direction. L'OTAN a aussi prouvé son importance décisive pour la possibilité de gérer des crises dans différents domaines. La Suède va maintenir de bonnes relations avec l'organisation et ses pays membres, va suivre l'adhésion de ses nouveaux membres, et va continuer de développer sa participation dans le Partenariat pour la paix. Est-ce que l'OTAN sera une alternative pour la Suède? Selon un sondage parmi la population suédoise il y a une résistance forte contre l'OTAN. Un seul parti politique dans l'assemblée nationale a lancé l'idée d'une adhésion à une alliance militaire. L'attitude envers une adhésion à l'OTAN sera peut-être différente à long terme. Cela dépend du résultat de l'élargissement actuel et de l'évolution générale en Europe. Est-ce qu'il y a un risque qu'une adhésion déstabilise la région autour de la mer Baltique? D'un côté non, parce que la Suède a été considérée comme un pays dans la communauté de l'ouest pendant la guerre froide, mais d'un autre côté peut-être, parce qu'un changement sera toujours un facteur destabilisant. La Suède a déjà commencé à se rapprocher de l'OTAN et si elle devient la seule organisation de sécurité crédible, et si l'Europe se dirigera vers un ordre de sécurité commun, une adhésion peut être une alternative.

Une alternative pour l'avenir sera de maintenir la politique de non-alignement. Il y a des facteurs très favorables à cette solution. La population suédoise a encore une confiance forte en cette politique. Il peut être difficile de brusquement changer la position et de convaincre la population qu'une autre solution va mieux. Ce support populaire est aujourd'hui un obstacle pour un changement et il sera difficile pour un parti politique de prendre le risque de lancer une proposition radicale. Ce problème est plus évident pour le parti social-démocrate, le parti le plus grand, qui a un électorat très partagé. On ne peut pas négliger ce facteur que la politique d'intérieur peut avoir une influence forte sur la politique des affaires étrangères. Un facteur favorable à un non-alignement continu, est probablement le point de vue de la Russie. Une Suède non alignée sera positive pour la Russie, et la Suède doit tenir compte de la conception russe, même si elle n'a aucune influence directe sur la décision. Il y a aussi des facteurs qui soutiennent l'abandon de la politique de non-alignement. Cette politique n'est plus une condition pour le rôle que la Suède souhaite de jouer dans différentes organisations internationales comme l'ONU ou pour les relations avec le Tiers Monde. Un troisième facteur pour un non-alignement continu concerne la stabilité dans la région autour de la mer Baltique. Si la Suède abandonne la politique de non-alignement on risque de déranger l'équilibre dans la région, au moins temporairement. Il sera important de prendre une telle décision dans un moment bien choisi pour ne pas déranger la situation. Une déstabilisation

peut créer des complications pour des républiques Baltes, qui se trouvent dans une situation incertaine.

Une autre possibilité pour l'avenir est de former une nouvelle structure de sécurité. Dans ce domaine il y a plusieurs alternatives. Une alternative peut être de réanimer l'idée d'une alliance nordique de défense, comme on en a discuté après la deuxième guerre mondiale. Cette idée a été relancée par différentes personnes pendant les dernières années. Une alliance nordique a donc une faiblesse très claire: Les autres pays nordiques sont contents de leur situation et de leur choix de politique de sécurité. Rien n'indique que la Norvège, ou bien sûr le Danemark, abandonnera l'alliance de l'OTAN pour se jeter sur un nouveau projet. En Finlande, l'importance d'une concordance entre la Finlande et la Suède concernant un ordre européen futur en matière de sécurité, a été exprimée. Même si une alliance militaire entre les pays nordiques ne paraît pas très probable, une coopération proche entre les pays nordiques dans le domaine de sécurité sera toujours importante, entre autres pour attirer l'attention sur la région du nord et défendre des intérêts communs. La coopération militaire entre les pays nordiques qui a été mise en place pour l'opération de l'ONU et IFOR en Bosnie, continuera probablement indépendamment du choix politique de la Suède.

Une version de l'alliance nordique peut être une alliance baltique étendue incluant les pays baltes. L'ouverture d'une telle coopération a déjà eu lieu avec des discussions entre les partenaires d'une sécurité baltico-nordique en collaboration avec les Etats-Unis. C'est une alternative qui ne risque pas d'être comprise comme menaçante pour la Russie, mais qui quand même offre une coopération dans le domaine de sécurité pour les pays baltes. Une telle alliance a un accent très clair sur la coopération et la stabilité en temps de paix, beaucoup plus qu'une alliance de défense visant le temps de guerre. La direction politique suédoise a même déclaré que le pays ne voulait pas endosser une responsabilité militaire vis-à-vis des pays baltes face à une menace militaire extérieure.

L'alternative de créer une alliance nouvelle peut être séduisante mais les inconvénients sont nombreux. Il sera probablement difficile d'obtenir un niveau souhaitable de crédibilité et sans crédibilité l'alliance ne servira à rien. Parmi les pays candidats possibles, plusieurs ont déjà une solution de sécurité satisfaisante et ils ne sont guère intéressés par la recherche d'une nouvelle solution. Mais on peut trouver des combinaisons convenables pour des coopérations importantes dans un niveau au-dessous d'alliance militaire intégrale.

Comme conclusion partielle on peut constater que parmi les facteurs qui vont influencer la politique de sécurité future de la Suède, la Russie sera le plus important. Son évolution sera décisive pour la stabilité en Europe, et surtout dans la région du nord, et deviendra en conséquence un facteur déterminant pour la Suède. Pour la Suède il est question de protéger l'autonomie, mais également développer la coopération avec les pays voisins et les organisations pour créer la stabilité la plus grande possible. Un dialogue continu et une coopération évoluée dans différents

domaines seraient vital. Pour le choix de la politique de sécurité future plusieurs possibilités existent. Former une alliance nouvelle peut être une solution attirante mais les inconvénients sont importants, avant tout le problème de crédibilité. Une adhésion à l'OTAN sera peut-être plus intéressante mais la volonté politique manque à court terme. Mais à long terme, cette alternative sera la plus plausible si l'organisation offre la meilleure solution.

Conclusion

En examinant la situation pour la politique de sécurité en Suède il est clair que l'histoire est importante. Le fait qu'il y ait eu la paix pendant plus de 180 ans reste un facteur impossible à ignorer. La politique de neutralité a par conséquent une crédibilité importante. Cette politique a contribué à sauver le pays et par la suite à favoriser la croissance économique et la construction d'un état de bien-être moderne. La politique conduite a donné une possibilité de jouer un rôle disproportionné à sa taille sur la scène internationale. Elle a aussi donné une possibilité de gagner de l'influence sur le développement mondial. La politique de non-alignement a contribué à la stabilité dans la région Baltique, une région qui a vécu des moments de tension, mais aussi dans la région Nordique entière. Les changements pendant ces dernières années ont nourri un débat bien venu concernant l'avenir.

Malgré les différentes possibilités la Suède va probablement maintenir la politique de non-alignement ces prochaines années. Même si cette politique a été bénéfique pour le pays dans le passé, elle ne devrait pas apparaître comme une doctrine éternelle. La politique de non-alignement n'est pas un but, elle est un moyen. Le défi sera de trouver une politique de sécurité qui remplisse le but ultime: préserver la liberté et l'indépendance nationale de la Suède. Mais une tâche sera aussi de contribuer activement à la stabilité dans la région du nord de l'Europe. La Suède va continuer à conduire une politique active pour la sécurité et va maintenir la vision que l'intégration sera le meilleur moyen de prévention. Si l'élargissement de l'OTAN est couronné de succès, cela peut être une alternative plausible pour la Suède dans l'avenir.